



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

Faire la guerre et préparer la paix

Le débat pour savoir si nous sommes précisément en « guerre » n'a qu'un intérêt limité. Des actes de guerre viennent d'être perpétrés et l'ont été depuis déjà de trop longues années. Ce n'est pas une guerre étatique ancienne - même si « Daech » tente d'établir un Etat -, mais une guerre en morceaux qui a une dimension internationale évidente. Le Président et le gouvernement ont pleinement raison de nous demander d'en prendre la mesure. Car, nous connaissons un conflit qui s'inscrit dans la durée - déjà plus de quinze ans... Le risque majeur est une montée aux extrêmes, au fur et à mesure que les terroristes s'affaiblissent - la violence étant alors leur seule réponse.

Ce qui est le plus alarmant, évidemment, c'est la culture de mort que porte le combat de Daech. Il se fait au nom d'une religion, l'islam - comme, dans le passé, d'autres ont pu le faire -, mais cela pourrait être au nom de n'importe quelle cause. Nous ne sommes pas en face d'une « guerre de civilisations », mais d'une guerre contre la civilisation. C'est une forme de nihilisme qui se traduit par une haine du monde tel qu'il est et le mépris de la vie. La phrase de Daech « Nous aimons plus la mort que vous n'aimez la vie », suffit pour comprendre ce à quoi nous avons à faire.

Face à ce défi à multiples facettes, nous voyons bien qu'il faut agir dans plusieurs directions, que nous devons toutes assumer : la dimension militaire, car le foyer est extérieur, la dimension sécuritaire, fondamentale pour la population, la dimension culturelle et sociale. Toutes sont essentielles et étroitement liées entre elles si nous voulons préparer la paix - et nous le devons - nous avons hélas, vu ce qu'il en était de ne pas le faire en Irak ou en Lybie. Un point-clef qui est dans toutes les têtes doit être particulièrement marqué. Il est évident que les musulmans de France et du monde doivent œuvrer à dégager leur religion de l'instrumentalisation mortifère qui en est faite. Toutes les croyances ont eu et ont toujours à faire un travail d'auto-analyse pour dégager un message religieux, débarrassé de visées sociales et politiques, nécessairement datées. Mais, le problème est aussi en-deçà des religions. Face aux tentations du nihilisme, nous devons refonder nos valeurs humanistes, en prenant à bras le corps - qu'elles qu'en soient les difficultés - les détresses et les faiblesses humaines qui conduisent à de tels comportements, trahissant une intégration culturelle et sociale défailante, et touchant des positions dans la société qui ne relèvent que partiellement de l'exclusion économique, mais également, l'explicitation et la valorisation de nos idéaux républicains, qui reposent, avant tout, sur tout autant la dignité de l'homme et la capacité à se considérer comme des membres d'une même communauté humaine.

Contradictions à droite, surenchère à l'extrême droite

À droite, l'esprit de concorde et d'unité n'a pas survécu longtemps aux attentats du 13 novembre. En témoigne, l'échange qui a opposé, par médias interposés, les deux principaux prétendants aux primaires. Ainsi, quand Sarkozy s'est plu à asséner les premiers coups de canif à l'unité nationale, Juppé a donné quitus à la plupart des décisions présidentielles et de l'Élysée. Histoire, sans doute, aussi de rappeler à ses insuffisances son principal opposant chez Les Républicains (LR).

Pavé dans la mare. Dernier témoignage en date, le 17 novembre, quand l'ancien chef de l'État s'empresse d'entermer l'esprit du 11 janvier, en accusant François Hollande de ne pas avoir fait le nécessaire pour assumer la sécurité des Français, depuis dix mois, l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac et maire de Bordeaux insiste, pour sa part, sur la volonté politique qui a présidé au discours de François Hollande, lors de sa déclaration devant les membres du congrès. *« C'est une bonne chose que de recruter 8 500 fonctionnaires dans la police, la gendarmerie, l'administration pénitentiaire, la Justice, justifie-t-il, par ailleurs. Nous avons sans doute eu tort, avant 2012, d'en supprimer une dizaine de milliers ».*

Autant dire que la virulence des propos de Nicolas Sarkozy tranche avec ceux qu'il avait prononcés, en janvier dernier, lorsqu'il évoquait un « *impératif d'unité nationale* » auquel « *nul ne saurait se soustraire* ». Il est vrai que depuis, la bataille des primaires fait rage et que Nicolas Sarkozy n'a pas réussi la percée attendue dans l'opinion et au sein du parti de droite. En

clair, celui-ci se croit autorisé à reprocher à l'Exécutif de ne pas avoir concrétisé, dans les actes, ce qu'il avait annoncé alors. Comprendre : l'esprit « *Charlie* » appartient désormais au passé. Un comportement qui tranche avec celui d'Alain Juppé, qui a décidé de maintenir la confiance « *autour des autorités qui sont aujourd'hui en charge des destinées de notre pays (...). Je leur ai apporté mon soutien, sans hésitation et sans nuance* », insiste-t-il sur son blog.

Tant et si bien que le maire de Bordeaux laisse à leur auteur la paternité des déclarations du président de LR sur le traitement particulier

des terroristes fichés « S », que celui-ci souhaiterait voir équipés d'un bracelet électronique. Faut-il rappeler, à ce sujet, que dans le cadre de la loi sur le renseignement, et en dépit de certaines réserves issues des rangs mêmes de la droite, le gouvernement a décidé de rendre possible la filature électronique permanente des personnes dont la dangerosité est

avérée, sous le contrôle d'un juge ? Ce, même si la majorité entend examiner toutes les possibilités, comme l'a rappelé le président de la République devant le Parlement réuni en congrès, le 16 novembre, mais dans le cadre de l'État de droit, et non sur des bases discrétionnaires.

Et quand le même Nicolas Sarkozy décrète qu'il nous faut créer les conditions d'un vaste rassemblement pour combattre Daech, en y intégrant les Russes, c'est François Hollande, lui-même, qui demande la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour obtenir le vote d'une résolution visant à lutter contre le terrorisme et Daech. Faut-il rappeler, par ailleurs, que la France a participé activement au processus

La virulence des propos de Nicolas Sarkozy tranche avec ceux qu'il avait prononcés, en janvier dernier, lorsqu'il évoquait un « impératif d'unité nationale » auquel « nul ne saurait se soustraire ». Il est vrai que depuis, la bataille des primaires fait rage et que Nicolas Sarkozy n'a pas réussi la percée attendue dans l'opinion et au sein du parti de droite.

initié à Vienne, le 30 octobre, en présence de dix-sept pays membres de l'UE et de l'ONU, dont l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Russie ? Autant dire que le gouvernement œuvre, avec Washington, et l'Union européenne pour persuader les Russes de rejoindre la coalition internationale et sortir de l'ambiguïté. Le tout, autour d'objectifs communs : mise en place d'un processus politique syrien et d'un calendrier politique, lutte accrue et commune contre Daech. Le président doit rencontrer, à cet effet, Barak Obama et Vladimir Poutine, dans les prochains jours, il leur a d'ailleurs déjà parlé. Pas question, non plus, de céder aux injonctions d'une partie de la droite, qui préconise un rapprochement avec Bachar El-Assad, lui-même, dans les pas de François Fillon. Lequel s'est répandu dans la presse, arguant que l'exécutif n'avait aucune stratégie, depuis l'engagement des hostilités contre l'Etat islamique. C'est pourtant bien à l'initiative de la France qu'une résolution doit être présentée au Conseil de sécurité de l'ONU pour sceller l'engagement ferme de tous ses membres - Russie comprise -

contre Daech. Une initiative qui aura sans doute échappé au député de Paris, qui ne pense qu'à son hypothétique revanche contre Nicolas Sarkozy, à la faveur des primaires.

Précisons, sur ce point, qu'au lendemain des attentats du 13 novembre, et pour la troisième fois, une délégation conduite par Thierry Mariani, est partie à la rencontre du président syrien. Des explications ne seraient pas inutiles de la part de l'exécutif de LR, d'autant que Bachar El-Assad s'est livré à un parallèle plus que douteux entre les événements survenus en Syrie et la tragédie du 13 novembre, en France. Ce, alors même que le terrorisme, dans le pays qu'il dirige de manière dictatoriale et féroce depuis Damas, fut la conséquence, en 2011, de la remise en liberté, par ses soins, de centaines

de djihadistes. Cette décision tactique a facilité l'expansion de Daech, à seule fin de mieux écraser la révolte spontanée du peuple syrien, en quête de libertés et de démocratie.

Dans les mailles du filet. Voilà donc Nicolas Sarkozy bien embarrassé, incapable de faire régner l'unité au sein de son propre parti. Et, lorsqu'il appelle à des « *inflexions majeures* » en matière de sécurité, il est pris à son propre piège par le président de la République. Placer les quelque 10 000 personnes ou plus faisant l'objet d'une fiche « S » en résidence surveillée, ou sous bracelet électronique ? Une mauvaise idée, d'autant que les principaux intéressés ignorent qu'ils sont fichés. Inutile, dans ces

conditions, de leur faire savoir qu'ils le sont ! Et parce que nous sommes dans un Etat de droit, on ne peut placer un bracelet électronique sans une décision judiciaire et une condamnation, à l'issue d'une procédure contradictoire, et après avoir informé les intéressés des charges qui pèsent sur eux.

Le Conseil d'Etat sera saisi, d'ailleurs, pour avis, sur les propositions

en matière de mesures de contrainte et de privation des libertés applicables aux individus fichés pour surveillance par les services de renseignement.

Lorsque le président de LR ou Bruno Le Maire s'en prennent au manque de moyens déployés par l'Exécutif, la réalité leur revient invariablement à la face. Depuis les attentats, près de 170 perquisitions dans les milieux djihadistes ont ainsi été mises en œuvre dans l'Hexagone, en 48 heures, et le processus se poursuit. Avec, en prime, 23 interpellations, la saisie d'une trentaine d'armes et l'assignation à résidence de 104 personnes. Sans compter que l'état d'urgence est prolongé de 3 mois et que le renforcement de l'opération Sentinelle est en cours. Une telle initiative sur tout le territoire

Placer les quelque 10 000 personnes ou plus faisant l'objet d'une fiche « S » en résidence surveillée, ou sous bracelet électronique ? Une mauvaise idée, d'autant que les principaux intéressés ignorent qu'ils sont fichés. Inutile, dans ces conditions, de leur faire savoir qu'ils le sont !

national est tout autant inédite, depuis 1961, et la tentative de putsch des généraux d'Alger. Faut-il rappeler, par ailleurs, que la dégradation des moyens et des conditions de travail des forces de l'ordre, a fait suite à la suppression de plus de 13 700 postes de policiers et de gendarmes, de 2007 à 2012 ? Et ce, alors même que François Hollande a confirmé le recrutement de 5 000 policiers et gendarmes supplémentaires, ce qui portera à 10 000 le nombre d'embauches, d'ici 2017, depuis le début du quinquennat.

Ce qui n'a pas empêché, cependant, l'ancien chef de l'État de se méprendre, en estimant que les solutions juridiques et constitutionnelles à la disposition des pouvoirs publics sont suffisantes. Or, François Hollande a réaffirmé, lors de son intervention, devant les membres du Congrès, que la mise en œuvre de l'état d'urgence, nécessite une révision des textes et une adaptation de la Constitution - notamment de son article 36 - pour les mettre en conformité avec la marche du temps et l'évolution des menaces.

Le FN, malheureusement fidèle à lui-même.

D'autres mesures d'efficacité devront être prises dans un avenir proche, sans altérer l'exercice des libertés publiques et le lien indissoluble entre nationalité et citoyenneté : autoriser, sous l'autorité du juge, la déchéance de la nationalité française des individus possédant une deuxième nationalité, interdire l'entrée sur le territoire français à un binational de retour du djihad, s'il présente un risque terroriste, expulser plus rapidement les étrangers qui représentent une menace avérée et très grave, dans le respect du droit et des accords internationaux, permettre la dissolution des groupuscules et associations qui provoquent et appellent à la haine, incitent aux actes terroristes et représentent un danger imminent pour la Nation.

Des annonces qui, au-delà des préconisations de la droite, répondent au seul et sempiternel discours liberticide du FN qui a fondé, lui aussi, sa stratégie sur une alliance supposée avec El-Assad, au nom d'une prétendue « *politique du réel* ». La vérité, c'est que sans la politique du président syrien, Daech n'aurait sans doute jamais existé avec cette ampleur et cette dangerosité ! Et que les mises en garde répétées de Marine Le Pen contre une « *éventuelle infiltration de terroristes parmi les migrants* » ne constitue pas une politique à la hauteur des défis puisque l'immense majorité des réfugiés est la première victime de la situation Syrienne et de Daech.

Dans sa vision anxio-gène de la mondialisation, le FN prône l'élévation de murs aux frontières, alors que le défi et la réponse se situent aussi au niveau européen, et au contrôle effectif de ses frontières extérieures, qui figure au cœur des priorités françaises.

Dans sa vision anxio-gène de la mondialisation, le FN prône l'élévation de murs aux frontières, alors que le défi et la réponse se situent aussi au niveau européen, et au contrôle effectif de ses frontières extérieures, qui figure au cœur des priorités françaises. En outre, le renforcement du

contrôle du trafic d'armes ne peut se faire qu'au prix d'un renforcement des coopérations européennes, en matière de sécurité et de justice.

Au-delà, l'amalgame erroné et malsain auquel se livrent les dirigeants du parti d'extrême droite apparaît d'autant plus dangereux qu'il ne fait que conforter l'objectif de Daech, visant à entretenir les crispations et ressentiments des Français et de leurs voisins, à l'égard des musulmans. C'est oublier que les migrants furent deux formes de terrorismes, incarnés par l'Etat El Assad et Daech. Seul moyen d'en sortir : d'abord, contenir l'armée de l'État islamique, puis la réduire et, enfin, la défaire totalement. Un détail, et non des moindres, qui aura sans doute échappé aux amis de Marine Le Pen qui entendent entretenir la confusion des repères pour mieux asséner leurs slogans habituels, ceux du repli et de la haine.

M.B. et B.T.



Alexandre Dézé...

... est maître de conférences en science politique à l'Université Montpellier 1 et chercheur au CEPEL, le Centre d'études politiques de l'Europe latine. Docteur en science politique de l'IEP de Paris (2008), il est également titulaire d'un DEA d'Histoire du vingtième siècle et d'un DEA d'Études politiques de l'IEP de Paris. Il vient de publier, en collaboration avec Sylvain Crépon et Nonna Mayer, *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, ainsi qu'une note, *Le « nouveau » Front national en questions*, à la Fondation Jean-Jaurès. Il a, par ailleurs, lancé et codirigé, depuis 2007, la collection « *Ouvertures politiques* », aux éditions De Boeck.

« Le FN reste isolé sur la scène politique française »



Vous publiez, en collaboration avec Nonna Mayer et Sylvain Crépon, un livre collectif pour mesurer l'évolution du Front national et démonter plusieurs idées reçues. Comment est-il possible d'objectiver le phénomène frontiste ?

En se donnant, tout d'abord, le temps de le faire. L'un des objectifs de ce livre, c'était de « refroidir » l'objet FN, en rompant avec le discours spontané et, le plus souvent, déformant qui est tenu

quotidiennement sur ce parti, tout particulièrement dans et par les médias. Pour saisir la réalité frontiste, il faut prendre le temps de l'étudier, de la mettre en perspective historique, de rencontrer les dirigeants du parti, de décrypter la stratégie, de lire les programmes et les discours, d'examiner la sociologie des électeurs et des militants, d'explorer les réseaux organisationnels... tout ce que ne permet plus, aujourd'hui, l'économie médiatique qui, plus que jamais, se trouve prise dans des exigences d'immédiateté et de

spectacularisation dans la production de l'information.

L'objectivation du phénomène frontiste exige, ensuite, un effort de normalisation méthodologique, effort qui fait encore défaut à de trop nombreux travaux pour lesquels l'illégitimité politique du FN semble pouvoir justifier une sorte d'exceptionnalisme dans son traitement. C'est pourquoi, dans l'ouvrage, nous nous en remettons aux approches ordinaires de la recherche en sciences sociales, en allant puiser nos outils d'analyse dans la sociologie des organisations partisans, la sociologie du militantisme, la sociologie des comportements électoraux, la géographie électorale, l'ethnographie, l'histoire des idées, la sémiotique, ou encore l'analyse lexicale. C'est l'adoption de cette perspective qui permet de prétendre à une analyse résolument objective d'un corpus, par ailleurs, particulièrement dense de données empiriques. L'ouvrage dépasse ainsi les 600 pages...



Vous démontez, en particulier, ces « fausses évidences » véhiculées par certains médias. Est-il possible de les recenser et de les caractériser ?

Ce travail de déconstruction nous a semblé indispensable, tant le traitement médiatique du FN a généré un nombre important de fausses évidences sur ce parti. Nous en proposons un examen systématique dans l'ouvrage, à commencer par celles qui laissent à penser que le FN de Marine Le Pen serait devenu un « nouveau » parti, qu'il occuperait aujourd'hui la place de « premier parti de France », que les ouvriers de gauche voteraient massivement pour ses candidats, que le vote frontiste se « nationaliserait », que la « dédramatisation » serait une stratégie inédite... Autant de croyances, aujourd'hui, solidement installées et qui, pourtant, ne résistent guère à l'examen empirique. Ce que nous démontrons, notamment, dans l'ouvrage,

c'est que la réalité du FN ne cesse d'être soumise à une lecture hyperbolique de la part des médias. Par exemple, le Front national obtient 11 mairies (sur 36 000) et 1 500 conseillers municipaux (sur 500 000) aux élections locales de 2014, et son résultat est jugé « triomphal » par *Le Monde* (24 mars 2014). Le FN décroche deux sièges de sénateurs (sur 348) et l'événement est considéré comme « historique » par *Le Point* (2 septembre 2014). Il recueille le soutien de 81 grands électeurs en Ille-et-Vilaine, à l'occasion de cette élection, alors qu'il n'en compte que deux dans ce département, et ce score est présenté dans *L'Express* comme le produit d'une augmentation de « 4 050 % » (5-11 novembre 2014). Marine Le Pen est réélue à la présidence du parti, en novembre 2014, et c'est désormais

la « marche vers l'Élysée » qui s'ouvre à elle, selon *Le Point* (30 novembre 2014). Environ 40 % des électeurs UMP auraient voté pour la candidate frontiste, Sophie Montel, au second tour de la législative partielle, dans le Doubs, en février 2015, mais pour *Ouest-France* (13 février 2015), c'est une véritable « fusion » à

laquelle on assisterait entre l'électorat de droite et celui du FN. Les représentants d'un diocèse invitent Marion Maréchal-Le Pen à participer à une table ronde, lors des universités de la Sainte-Baume, en août 2015, et le journal *Le Monde* en déduit que « *l'Église ne tourne plus le dos au FN* » (soit le titre de sa une du 26 août 2015), etc. En somme, le FN est l'objet de constantes projections fantasmatiques, qui tendent à en faire un parti toujours plus fort, toujours plus important qu'il ne l'est. La réalité construite n'a dès lors plus de rapport avec la réalité concrète.



Ces mêmes médias et les nouvelles modalités de la production de l'information politique ont-ils une part de responsabilité dans la normalisation du FN ?

Oui, même si les effets de cette normalisation médiatique ne sont pas directement vérifiables. Il faudrait, pour cela, procéder à des enquêtes de réception. Ce que l'on peut néanmoins constater, c'est que nombre d'électeurs - frontistes ou non - semblent persuadés, quand on les interroge, que le FN n'est plus le même, et que Marine Le Pen est différente de son père. Mais il s'agit là d'une illusion d'optique, en grande partie produite par les médias.

Cela s'explique, tout d'abord, par la sur-attention qu'ils accordent au FN. Pour une raison simple : l'organisation frontiste est l'un des objets politiques les plus rentables, d'un point de vue médiatique. Bref, le FN fait vendre. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que ses deux principaux représentants, Marine Le Pen et Florian Philippot, soient les personnalités politiques les plus invitées des émissions d'information matinale. Et, c'est bien sûr sans compter sur les innombrables articles, reportages ou documentaires qui sont consacrés au parti. Plus un jour ne semble devoir s'écouler sans que le Front national ne soit propulsé au cœur de l'actualité - et ce, quel que soit l'intérêt de l'information, en

question. Ainsi, de BFM TV au *Nouvel Obs*, de RTL aux *Echos*, on s'est empressé de relayer la nouvelle selon laquelle la chatte bengalaise de Marine Le Pen s'était faite dévorer par le doberman de Jean-Marie Le Pen... Or, l'intensité de cette exposition médiatique du FN n'a fait que servir les intérêts du parti. Elle a contribué à « normaliser » sa présence, tout en permettant à la présidente frontiste de diffuser ce qu'on a appelé, dans notre ouvrage, le « roman de la dédiabolisation », un *storytelling* dont les médias n'ont eu de cesse de se faire l'écho. Et pour cause, difficile de trouver mieux comme intrigue politique que celle de la transformation *a priori* improbable d'un parti d'extrême droite en parti « comme les autres »...

Il faut, ensuite, noter un changement très clair

dans le rapport des médias à l'égard du FN ou, plutôt, de son leadership. Cela tient, tout d'abord, au renouvellement de présidence. De l'aveu même des journalistes, les relations avec l'exécutif frontiste semblent plus cordiales, aujourd'hui, que du temps de Jean-Marie Le Pen. Mais, cela va au-delà. Bien sûr, on aurait tort d'homogénéiser le rapport des médias au FN, mais on peut constater qu'un certain nombre de journalistes tendent, aujourd'hui, à considérer Marine Le Pen comme une « femme politique normalisée » - je reprends l'expression de l'un d'entre eux - et le FN comme un parti « dédiabolisé ». L'indice le plus flagrant de ce rapport nouvellement décomplexé réside sans doute dans le prix que le jury du *Trombinoscope*, composé de 120 journalistes, a décerné à Steeve

Briois, en janvier 2015, au titre d'« élu local de l'année 2014 ». Cette « normalisation » tient également aux nouvelles modalités de production de l'information politique, de plus en plus travaillée par des logiques de peoplisation et d'intimisation. Jusqu'à une date récente, le traitement médiatique du Front national semblait épargné par cette tendance de fond.

Jean-Marie Le Pen pouvait certes apparaître dans quelques hebdomadaires tels que *Paris Match* ou *VSD*, mais, le plus souvent, de manière exceptionnelle. Cette époque semble révolue. Les représentants du Front national sont désormais régulièrement invités dans des programmes d'*infotainment* - des émissions où, par définition, on parle du FN tout en se divertissant - et leur intimité est devenue un objet d'attention médiatique légitime - même si ce constat vaut surtout, pour l'heure, pour Marine Le Pen. Ainsi, ce n'est plus seulement la femme politique qui intéresse les médias, mais ce qu'elle est dans sa vie quotidienne : une personne qui travaille, la mère de trois enfants, la compagne de Louis Aliot, la fille de Jean-Marie Le Pen, la propriétaire d'animaux de compagnie, etc. Les contributions

« Les représentants du Front national sont désormais régulièrement invités dans des programmes d'infotainment - des émissions où, par définition, on parle du FN tout en se divertissant - et leur intimité est devenue un objet d'attention médiatique légitime - même si ce constat vaut surtout, pour l'heure, pour Marine Le Pen. »

abordant ces dimensions personnelles de la vie de Marine Le Pen se sont ainsi multipliées, au cours de ces quatre dernières années. Ses problèmes de couple ont été placés sous les feux de l'actualité par le magazine *Closer*. Le supplément *Styles de L'Express* a fait l'inventaire de ses différentes coupes de cheveux. L'hebdomadaire féminin *Elle* s'est intéressé à sa garde-robe, etc. En somme, le traitement médiatique du leadership frontiste s'est aligné sur certaines des nouvelles modalités de traitement de l'actualité politique, qui tendent non seulement à désacraliser la politique - autrement dit, à n'en faire qu'une sphère sociale profane parmi les autres -, mais aussi à la dépolitiser. En dévoilant l'ordinaire de la vie de Marine Le Pen, les médias ont rendu la présidente du FN un peu plus « ordinaire », contribuant ainsi à faire oublier ce qu'elle reste fondamentalement - la présidente d'un parti encore perçu comme d'extrême droite -, tout en effaçant les stigmates associés à l'exercice du leadership frontiste. De la sorte, ils ont bien participé à son entreprise de « normalisation ».

« La rupture avec les positions ultralibérales, autrefois adoptées par le FN, ne date pas de Marine Le Pen, mais du début des années 1990, au moment où le parti commence à s'intéresser aux thématiques sociales pour davantage coller à l'évolution de la sociologie de son électorat. C'est à cette époque que l'un des principaux slogans du parti devient : « Le Front national, c'est le social. »

tion de cette stratégie, puisque le FN est fondé, en 1972, par les responsables du mouvement néofasciste, Ordre nouveau, dans le but de se constituer une façade politique légaliste et de participer aux élections législatives de 1973. Mais, bien plus, il faut noter que l'entreprise de « dédramatisation » de Marine Le Pen s'inspire, en grande partie, de la stratégie mise en œuvre par Bruno Mégret, à partir du milieu des années 1980, qu'il s'agisse de l'euphémisation du discours - hier, la préférence nationale, aujourd'hui la priorité nationale -, de la création d'une structure périphérique visant à attirer des candidats de droite - hier, le Rassemblement national, aujourd'hui le Rassemblement Bleu Marine -, de la droite - hier, le programme minimum commun des élections régionales de 1998, aujourd'hui la charte d'action municipale, au service du peuple français -, de la création de groupes d'experts - hier, le Conseil scientifique du Front national, aujourd'hui le think tank « Idées nation » -, ou de la captation de personnes ressources censées attester la normalité politique du parti - hier,

l'énarque, Jean-Yves Le Gallou, ou l'universitaire, Jules Monnerot, aujourd'hui, l'avocat, Gilbert Colard, ou l'humoriste, Jean Roucas.

Concernant le programme, là encore, on doit bien constater que le FN a plutôt tendance à camper sur ses fondamentaux. Ainsi, le rejet du « système », la préférence nationale, la défense de la nation, la critique de l'Union européenne, le rejet de « l'immigration massive », l'islamophobie, le principe de mise en corrélation du chômage et de l'immigration, la dénonciation de l'« insécurité » comme « fléau humain et économique », l'anti-mondialisme, la restauration de la souveraineté populaire par « l'instauration du référendum d'initiative populaire », la décadence, ou encore, le rétablissement de la peine

? *La nouveauté du FN procède d'une illusion, dites-vous. En quoi les continuités entre le parti mariniste et le mouvement lepéniste l'emportent-ils sur les innovations ?*

Si la nouveauté du FN procède d'une illusion, c'est qu'en réalité, le FN n'a pas fondamentalement changé. C'est ce que révèle l'examen attentif des différentes dimensions du phénomène auxquels nous nous sommes livrés dans l'ouvrage.

Concernant la stratégie de dédramatisation, il faut commencer par rappeler que le FN a toujours cherché à se « respectabiliser », dès lors qu'il s'est inscrit dans une logique de conquête du pouvoir. La création même du parti relève de l'adop-

de mort, sur lequel Marine Le Pen souhaiterait pouvoir consulter les Français, au moyen d'un référendum... constituent autant d'invariants du programme frontiste. Même la thématique sociale, qu'on a pu présenter comme un élément novateur, fait partie, depuis longtemps, des orientations du parti. Ainsi, la rupture avec les positions ultralibérales, autrefois adoptées par le FN, ne date pas de Marine Le Pen, mais du début des années 1990, au moment où le parti commence à s'intéresser aux thématiques sociales pour davantage coller à l'évolution de la sociologie de son électorat. C'est à cette époque que l'un des principaux slogans du parti devient : « *Le Front national, c'est le social* ». Certes, il y a bien quelques innovations repérables dans les orientations programmatiques frontistes version Marine Le Pen, mais elles ne sont que de façade : s'il n'est pas résolument nouveau au FN, le discours « républicain » est plus accentué que par le passé, mais sa finalité apparaît, en dernier ressort, conforme à la rhétorique frontiste, puisqu'il vise surtout à dénoncer l'islam et à le présenter comme incompatible avec les fondements du régime politique français.

Concernant le leadership, on a beaucoup insisté sur les différences de style entre Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen. Elle s'est certes clairement distinguée de son père et de ses positions sur la Shoah, au point d'en faire un motif d'exclusion de son père. Mais, sur le reste, les ressemblances apparaissent plutôt flagrantes. Lorsqu'elle assimile les prières de rue à une « occupation » (décembre 2010); lorsqu'elle parle de « mondialisation identicide », de « Tchernobyl moral » ou de « monstre européen » (janvier 2011) ; lorsqu'elle propose de dérembourser ce qu'elle appelle les « IVG de confort » (mars 2012) ; lorsqu'elle se prononce pour l'interdiction du voile islamique et de la kippa dans les lieux publics, en France (septembre 2012); lorsqu'elle affirme que « La France est la maîtresse des USA et la catin d'émirs bedonnants » (septembre

2013) ; lorsqu'elle déclare qu'elle veut « détruire l'Union européenne » (juin 2014); lorsqu'elle invoque la possibilité de rétablir la peine de mort - à laquelle elle se dit « personnellement favorable » -, au lendemain de l'attaque terroriste perpétrée contre *Charlie Hebdo* (7 janvier 2015)... Marine Le Pen ne fait finalement que reproduire, fidèlement, la marque du discours lepéniste, contribuant ainsi à entretenir la singularité lexicale du parti. Faut-il, par ailleurs, rappeler que la présidente du parti est actuellement jugée pour ses propos de décembre 2010 sur les prières de rue ?

Enfin, sans entrer dans le détail, il faut bien admettre que la géographie et la sociologie de l'électorat frontiste restent également assez stables pour l'instant. Ses zones de force se situent encore à l'Est d'une ligne Le Havre-Valence-Per-

pignan - exception faite de la vallée de la Garonne -, plus particulièrement dans le Nord-Est de la France et autour du bassin méditerranéen. Le FN continue de progresser là où il s'est historiquement implanté, élargissant son audience à la périphérie des villes et dans les campagnes. Lors des scrutins de 2014-

2015, il a certes enregistré des scores inhabituellement élevés dans l'Ouest, et, plus particulièrement, dans le Nord-Ouest - en Mayenne ou en Ille-et-Vilaine -, mais ils restent inférieurs à sa moyenne nationale. Et les grands traits de cet électorat n'ont pas changé. Il se situe majoritairement à droite. Il accorde une importance marquée aux enjeux de l'immigration et de l'insécurité. Et le niveau de diplôme reste la première variable explicative de leur choix. Le seul changement notable est la percée de Marine Le Pen dans l'électorat féminin - très nette à l'élection présidentielle de 2012, beaucoup moins lors les consultations municipales et européennes de 2014 et départementales de 2015 -, en particulier dans un prolétariat des services, très touché par la crise.

« Marine Le Pen ne fait finalement que reproduire, fidèlement, la marque du discours lepéniste, contribuant ainsi à entretenir la singularité lexicale du parti. Faut-il, par ailleurs, rappeler que la présidente du parti est actuellement jugée pour ses propos de décembre 2010 sur les prières de rue ? »



Le Front national est-il devenu le premier parti de France ?

En termes de suffrages, et si l'on prend les élections européennes de 2014 ou les élections départementales de 2015, cela paraît peu contestable. Il reste que la place d'un parti, son classement, par rapport aux autres partis, se mesure à l'aune de bien d'autres critères. Ainsi, il faut rappeler que la représentation du parti reste non seulement marginale, au niveau municipal, mais, également très relative, au niveau départemental - 62 conseillers sur 4 108 dans 14 départements, aucun département remporté -, régional - 118 conseillers sur 1 880, aucune présidence de conseil régional - en attendant la prochaine consultation -, et parlementaire - 2 députés sur 577, dont un député Rassemblement Bleu Marine, et 2 sénateurs sur 348. De même, contrairement aux chiffres avancés, en octobre 2014, et relayés sans aucun souci de vérification par les médias, le Front national se situe encore loin derrière l'UMP et le PS, en ce qui concerne le nombre de ses adhérents : environ 51 000, et non 83 000.

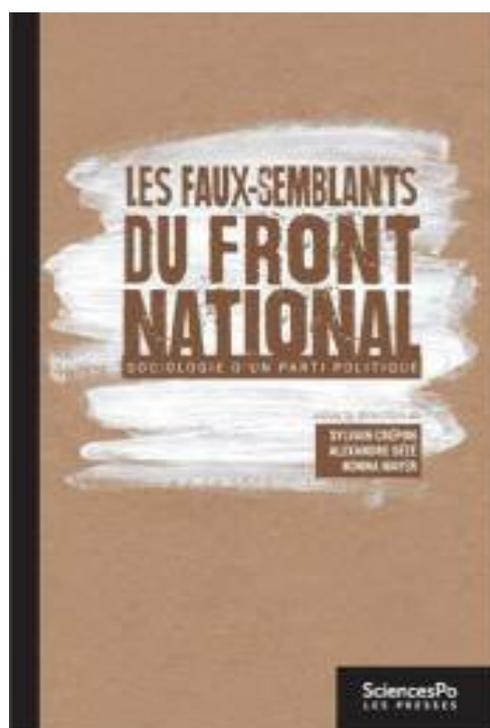


Ce parti est-il aux portes du pouvoir ? Est-il en capacité de l'emporter lors de l'élection présidentielle de 2017 ?

Le FN n'est pas aux « portes du pouvoir ». On peut regretter, à ce titre, les déclarations alarmistes de certains représentants politiques de gauche comme de droite qui, de la sorte, contribuent également à projeter une image déformée de la réalité du phénomène frontiste. Pour l'heure, le FN ne bénéficie, en effet, ni de l'implantation, ni du réseau d'élus, ni même du nombre de cadres suffisants pour prétendre à l'exercice du pouvoir, au niveau national. Au cours de ces derniers mois, l'organisation frontiste - à travers le FN ou le Rassemblement Bleu Marine - a certes réussi à recruter des individus pourvus d'un capital académique et/ou politique notable. Mais, ces ralliements restent numériquement limités et, par ailleurs, la cohabitation interne avec ces nouvelles recrues est loin d'aller de soi, comme on a pu s'en rendre compte. Même au sein même du FN, certains responsables, pourtant proches de la direction, déclarent redouter la perspective d'accéder aux responsabilités nationales. Marine Le Pen peut toujours se dire « prête à gouverner », y compris dans le cadre

improbable d'une cohabitation avec François Hollande ; d'aucuns, en interne, estiment à l'inverse qu'une telle issue serait « dramatique ». Penser que le FN est aux « portes du pouvoir », c'est oublier encore que le parti frontiste reste isolé sur la scène politique française - ce que les « marches républicaines » du 11 janvier 2015 et les débats qui les ont précédées ont rappelé. C'est aussi oublier que cet isolement constitue un obstacle important pour accéder au pouvoir, dans un système politique dominé par le scrutin majoritaire à deux tours - comme l'ont encore illustré les résultats du FN aux élections départementales. En dépit des appels du pied en direction de la droite - pendant la campagne des municipales de 2014 et des départementales de 2015 -, le parti peine, en outre, à passer des alliances. Enfin, le FN apparaît sans doute, aujourd'hui, à beaucoup comme un parti « dédianabolisé ». Mais, il faut rappeler qu'il a toutes les difficultés à se constituer une image de parti de gouvernement crédible et acceptable, tandis que seul un tiers des personnes interrogées, dans les enquêtes sondagières, reconnaissent à Marine Le Pen « l'étoffe d'un président de la République ». Quant à me prononcer sur l'avenir du FN... c'est précisément ce que nous avons cherché à éviter de faire dans notre ouvrage !

Propos recueillis par Bruno Tranchant



Spécial régionales...

En prévision des élections régionales (6-13 décembre), la rédaction de *Regards sur les droites* consacre une série de reportages aux territoires les plus exposés, politiquement, au danger frontiste et à la montée de la droite forte. Quatrième destination, les Pays de la Loire, où le candidat socialiste, Christophe Clergeau, est confronté au très droitier Bruno Retailleau, longtemps proche de Philippe de Villiers, avant de mettre ses pas dans ceux de François Fillon.

Pays de la Loire : une droite revancharde !

Les Pays de la Loire cultivent leur singularité. À l'instar de quatre autres régions métropolitaines, ce territoire a conservé ses frontières naturelles, au terme de la réforme territoriale votée par le Parlement. Dirigée par la gauche, depuis 2004, elle est convoitée, aujourd'hui, par la droite. Ce d'autant plus, que le président sortant, Jacques Auxiette, ne se représente pas. Tant et si bien que c'est son premier vice-président, Christophe Clergeau, qui a été investi par les militants socialistes. Il devra faire face à une liste Europe Ecologie-Les Verts (EELV), emmenée par Sophie Bringuy, également vice-présidente de l'exécutif en place, tout en comptant sur le soutien des proches du député François de Rugy. À droite, le sénateur filloniste et très droitier Bruno Retailleau, implanté de longue date en Vendée, mènera une liste d'union réunissant l'UDI et les Républicains. La liste du Front national, dont les résultats sont traditionnellement médiocres dans cette région, sera menée, pour sa part, par Pascal Gannat, responsable du parti dans la Sarthe et ancien directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen. Mais, il progresse. Au point que le

parti de Marine Le Pen apparaît comme la troisième force régionale. Selon une enquête de BVA, il est crédité, ainsi, de 16 % des intentions de vote. En 2010, il n'avait obtenu que 6,84 % des voix. La montée en puissance est donc sensible.

Bataille scolaire. Dans ce contexte, Christophe Clergeau et les militants socialistes s'emploient méthodiquement à contrarier la poussée de la droite, entrevue lors des départementales. L'an passé, le parti de Nicolas Sarkozy a gagné quatre des cinq départements que comporte la région. L'exécutif piloté par Jacques Auxiette a pourtant consenti d'importants efforts, dans tous les champs qui relèvent de sa compétence. Au point que les Pays de la Loire comptent

Les Pays de la Loire comptent parmi les territoires les plus riches de France, avec un taux de chômage particulièrement faible – il atteignait 8,6 % fin 2014, quand la moyenne nationale dépasse les 10 %. De nombreuses entreprises sous-traitantes y prospèrent.

parmi les territoires les plus riches de France, avec un taux de chômage particulièrement faible – il atteignait 8,6 % fin 2014, quand la moyenne nationale dépasse les 10 %. De nombreuses entreprises sous-traitantes y prospèrent. Tant et si bien que la diversité économique y est forte, avec un taux industriel dense

et dynamique. La disparition de grosses entreprises a été suivie par un redéploiement spectaculaire de l'appareil productif, au profit de filières tertiaires d'excellence qui prospèrent désormais dans les grandes métropoles. Nantes occupe ainsi le troisième rang financier, derrière Paris et Lyon, quand Angers peut compter sur le succès de la Cité de l'objet connecté, et la Sarthe sur les assurances et mutuelles.

Au cœur des enjeux électoraux, les questions traitant de l'aéroport de Notre-Dame des Landes, dont l'annonce de la reprise des travaux suscite de nombreuses réactions, de l'agriculture, de l'environnement, du développement économique et des modes de déplacements. Avec, en filigrane, la gratuité des transports scolaires, qui figure au rang des priorités socialistes, dans toutes les régions, et qui provoque des remous, à droite. L'ancien bras droit de Philippe de Villiers au Mouvement pour la France (MPF), Bruno Retailleau, dénonce ainsi une proposition « *démagogique et irresponsable* », au motif qu'elle ne s'appuierait sur aucune « *étude financière sérieuse* ». Même son de cloche dans le Centre-Val de

Loire, où Maurice Leroy, président UDI du Loiret-Cher, explique que la baisse des dotations de l'État - dont la droite porte une lourde responsabilité - a vidé les caisses des collectivités locales. Mémoire sélective ?

Christophe Clergeau ne manque pas une occasion de rappeler qu'il ne fait là que reprendre une proposition défendue, en 2010, par Christophe Béchu, alors candidat de la droite. Le président UMP du conseil général du Maine-et-Loire mettait alors en avant « *une mesure de solidarité avec les familles, un encouragement en faveur des transports en commun et pour préserver l'environnement* ». Effet boomerang garanti ! Mais, qu'importe. Le candidat socialiste a été le premier à en défendre le principe pour l'ensemble des lycéens et collégiens de la région. La mesure concernerait quelque 150 000 jeunes, avec un coût moyen estimé à 132 € par élève. « *Il y a des inégalités et je souhaite annuler cette charge*

pour les familles, explique-t-il. *C'est une réponse concrète pour soutenir les habitants des secteurs rural et périurbain* ». Là où le FN prospère, traditionnellement, où la défense de l'école de la République, accessible à tous, est indispensable pour combattre les inégalités et la fracture territoriale. Faut-il rappeler que la région a été la première à offrir gratuitement des manuels scolaires à chaque lycéen ? Et qu'elle soutient, par ailleurs, les familles des apprentis et des lycées professionnels grâce à la gratuité des équipements.

Contradictions. La droite fait mine de s'étonner, au prétexte que l'état des finances n'est plus le même. Et quand Franck Louvrier, conseiller régional sortant sur la liste de Bruno Retailleau, déclare au *Monde* qu'il convient de mettre le paquet sur l'emploi et l'économie, il semble ignorer les efforts consentis par la collectivité, dans ce sens. Dernière initiative en date, le fonds d'investissements Pays de la Loire, créé sous l'égide de six ETI, de partenaires sociaux, de banques et mutuelles et du conseil régional. Histoire

d'accompagner les PME en phase de croissance ou de rebond. Cette opération inédite et rarement observée ailleurs, dotée de 20 millions d'euros, s'est fixée pour objectif de booster le tissu industriel. Et de compenser le manque de fonds propres limitant la capacité d'investissement des dites entreprises. Le tout, en les aidant à prendre le tournant des grandes mutations liées aux transitions numériques, énergétiques, écologiques, ou à l'économie sociale et solidaire. Un partenariat destiné à réinvestir dans le tissu industriel et de préserver des savoir-faire. Avec, à la clé, la création d'emplois nouveaux dans des secteurs innovants.

Clivages droite-gauche. Face à la montée du FN dans les zones rurales, Bruno Retailleau s'est tourné, tout naturellement, vers ces territoires, en déclinant un « plan d'urgence » pour l'agriculture, dans le bocage vendéen, acquis à sa cause.

Faut-il rappeler que la région a été la première à offrir gratuitement des manuels scolaires à chaque lycéen ? Et qu'elle soutient, par ailleurs, les familles des apprentis et des lycées professionnels grâce à la gratuité des équipements.

Accompagné, pour l'occasion, par Gérard Larcher, président du Sénat, sur sa terre natale et d'élection, le candidat LR s'est fendu d'un programme décliné en cinq points : modernisation des exploitations, promotion de l'innovation par un centre de recherche sur les semences, travail d'inventaire sur les normes environnementales, notamment, anticipation des aléas climatiques, fourniture d'énergies alternatives...

Christophe Clergeau n'a pas attendu après ces propositions qui dépassent d'ailleurs largement le cadre des compétences régionales (cf. interview jointe de Sylviane Bulteau). Rien de bien étonnant, il est vrai, de la part d'un adversaire LR qui passe le plus clair de son temps au Sénat et qui se plaît à opposer villes et campagnes, salariés et fonctionnaires, jeunes et aînés. Dans les pas de son prédécesseur, le candidat socialiste propose, pour sa part, la création d'un fonds régional pour faciliter la transmission et la reprise d'activités locales, dans les commerces, l'artisanat et l'agriculture. « Mises bout à bout, elles représentent des dizaines de milliers d'emplois », confie-t-il. « J'ai vu trop d'exemples d'exploitations agricoles ou de petites entreprises disparaître parce que l'on a pas pu aider à leur transmission ou à leur reprise. Ce sont à chaque fois des drames locaux. Nous aiderons à la sauvegarde de ces emplois ». (Le Point, 19 octobre).

Dans une région où la « lepénisation des idées » se mêle à une droite dure et insidieuse, la ques-

tion des réfugiés n'a pas manqué, non plus, d'alimenter les débats. Lorsque Bruno Retailleau s'interroge sur les conséquences prévisibles d'un « appel d'air incontrôlable », dans une lettre ouverte à Jacques Auxiette, Christophe Clergeau n'omet pas de préciser que la région « a toujours répondu présent à l'appel des collectivités, lorsqu'elles sont confrontées à l'urgence d'un phénomène exceptionnel. C'est donc dans le cadre du dispositif global géré par l'Etat que s'inscrit l'aide exceptionnelle de 100 000 euros », allouée aux principaux intéressés. Au passage,

le candidat socialiste exprime l'« effroi » qui le saisit lorsque Bruno Retailleau demande quelle garantie assure que ces fonds « seront seulement attribués à ceux qui fuient réellement la mort ». « Quelle preuves faut-il donc avancer pour bénéficier de notre secours ?, s'interroge l'élu PS. Les réfugiés ne sont pas des suspects qui doivent se justifier, nous parlons d'enfants, de femmes,

d'hommes qui fuient le pays qu'ils aiment pour sauver leur peau ». Un échange qui en dit long sur le climat d'une campagne délétère, à bien des égards, qui vaut à la droite de recourir aux mêmes recettes que le FN. Entre droite extrême et extrême droite, il n'y a qu'un pas que Bruno Retailleau franchit allègrement. La région des Pays de la Loire mérite mieux que cette bien triste alternative.

Bruno Tranchant

Dans les pas de son prédécesseur, le candidat socialiste propose, pour sa part, la création d'un fonds régional pour faciliter la transmission et la reprise d'activités locales, dans les commerces, l'artisanat et l'agriculture. « Mises bout à bout, elles représentent des dizaines de milliers d'emplois », confie-t-il.

Témoignage

« Bruno Retailleau n'a pas grand-chose d'un républicain »



Sylviane Bulteau

est députée de la deuxième circonscription de Vendée.

« La confrontation avec la droite peut être violente »

La Vendée est la terre d'élection du candidat LR, Bruno Retailleau, par ailleurs proche de Philippe de Villiers. Quelle est la situation politique, à droite, au sein du département ?

Bruno Retailleau a réussi à réunir autour de son nom toutes les composantes de la droite vendéenne, jusqu'aux représentants du MPF, son ancien parti. Philippe de Villiers, avant lui, avait imposé, sur ce territoire, une véritable chape de plomb. Avec le conseil départemental, ses amis tiennent tout le monde, à coup de chèques et de subventions. Certains maires n'ont d'ailleurs pas eu le choix, lors des dernières élections. Au point que le manque de liberté d'expression est aujourd'hui criant ! Quant à la gauche, elle se défend avec les moyens du bord.

Ce même Bruno Retailleau a présenté un plan d'urgence pour l'agriculture, dans le bocage vendéen, et décliné plusieurs propositions. Qu'en pensez-vous ?

Il mélange compétences régionales et nationales, ce qui est franchement inquiétant pour un personnage public de ce niveau. Lorsqu'il parle des normes, il omet de dire ainsi qu'il s'agit d'un travail qui relève de la compétence des parlementaires.

J'observe, par ailleurs, que dans son département, il a défini son propre règlement d'attribution d'aides financières. C'est bien cela qu'il faut changer pour éviter le saupoudrage. S'il est élu, je crains fort que nous n'en arrivions à ce que Jacques Auxiette, président sortant de la région, dénonçait, en 2004 : la politique des petits chèques et des amis. Tout le contraire de ce qui a été mis en place, depuis, par la gauche. En bons républicains, nous refusons de céder à toute politique préférentielle, visant à opposer le privé au public, la ville à la campagne ou les salariés au patronat.

Doit-on parler de politique clientéliste, en référence au système Retailleau ?

La réalité est plus subtile. Sa logique est pure-

ment idéologique. Il entend mettre en œuvre ce qu'il a appris auprès de Philippe de Villiers, en stigmatisant le bénévolat et le tissu associatif, notamment. Ou bien encore la laïcité, qui est totalement étrangère à son langage.

Fondamentalement, il se plaît à adapter son discours à son auditoire, à l'image d'une savonnette. Il est, de ce point de vue, totalement insaisissable. Exemple, parmi d'autres, l'apprentissage qu'il cite à tout bout de champ. Il ne parle, en revanche, jamais d'enseignement supérieur ou de recherche. Or, dans une logique de globalisation, tout doit être pris en compte. Il nous faut former la jeunesse, au sens large. On ne peut opposer l'apprentissage aux études supérieures, comme le fait Bruno Retailleau. Cette offensive « anti-savoir » est intolérable ! Et lorsqu'il dénonce, au prix d'un mensonge éhonté, l'absence de moyens alloués à l'école privée, il s'emploie à flatter sa clientèle électorale. Tant et si bien qu'il n'a pas grand-chose d'un républicain.

Quel est le rôle de Philippe de Villiers dans cette campagne ? Quid du poids du Front national ?

Avec Philippe de Villiers, les Vendéens n'ont pas besoin du Front national ! Il a toujours recouru à une ligne dure et ultra-catholique, anti-IVG et anti-euthanasie, voire même islamophobe. Bruno Retailleau paraît plus subtile, mais n'hésite cependant pas à surfer sur les mêmes idées. Ce qui lui vaut quelques sarcasmes de son ex-ami qu'il a pourtant trahi, en 2010, pour s'emparer de la présidence du

département, avant de tirer sa révérence et de se présenter aux régionales.

Depuis, Villiers n'a eu de cesse de le dénoncer, au motif que le candidat LR cherche un tremplin pour se faire connaître à Paris. Il est d'ailleurs, aujourd'hui, président du groupe LR, au Sénat. Et, il ne fait guère de doute qu'en cas de victoire de la droite, en 2017, il quémamera un portefeuille ministériel.

Comment le PS assure-t-il la riposte, dans ces conditions ?

La situation est complexe. Nous ne comptons que deux parlementaires socialistes, à l'échelle départementale. Ce qui ne nous empêche pas, toutefois, de combattre les choix opérés par la droite et de pointer les politiques de saupoudrage auxquelles les élus LR et leurs alliés se livrent. Exemple parmi d'autres, le financement de l'université catholique, pour un montant proche de 3 millions d'euros. Nous ne manquons pas, non plus, de dénoncer cette frange de la droite dure qui s'en prend directement aux réfugiés, en flirtant avec le FN.

N'oublions pas, enfin, que Bruno Retailleau a été le leader de la Manif pour tous, dans le Grand Ouest, en libérant la parole et les actes homophobes. Au point que de violents incidents sont survenus à La Roche-sur-Yon. Cet homme est habité par un sentiment de revanche, sans se préoccuper véritablement du sort de ses concitoyens. À nous de le démontrer !

Propos recueillis par B.T.

Témoignage

« François Fillon reste très influent, dans le département »



Christophe Council

est le Premier secrétaire fédéral de la Sarthe.

« François Fillon reste très influent dans le département »

Quelle est la situation politique à droite, à moins d'un mois du premier tour des élections régionales ?

François Fillon reste très influent, dans le département. Elu sans discontinuer, de 1981 à 2012, en tant que député-maire de Sablé et président du conseil général, il exerce un véritable magistère sur sa famille politique. Au point qu'il continue à tirer les ficelles, à droite, en s'appuyant sur le mouvement, Force Républicaine, qu'il a lui-même créé.

Des tensions n'en sont pas moins apparues, au sein de l'UMP locale, au moment de l'élection du président du parti. Elles étaient si fortes que deux listes se revendiquant de la même famille politique se sont affrontées, lors des dernières municipales, au Mans. L'une était soutenue par l'appareil filloniste contre la liste officielle présentée par l'UMP. Aujourd'hui, le président du conseil départemental, Dominique Le Mèner, proche de François Fillon, est l'homme fort du parti Les Républicains (LR), à l'échelle du territoire. Tant et si bien que les tensions se sont apaisées.

Quelles sont les thématiques auxquelles le candidat LR recourt, dans le cadre de la campagne ?

Nous ne sommes pas confrontés à une frange dure de la droite. J'observe, d'ailleurs, que ses élus se sont montrés discrets, dans le cadre de la Manif pour tous. Ce qui ne les empêche pas, toutefois, de taper sur le gouvernement et de recourir à des arguments démagogiques, dès lors que la situation le permet. Rien à voir, cependant, avec la situation vendéenne où le climat est beaucoup plus tendu. L'UDF a longtemps eu le vent en poupe, dans la Sarthe et il a fallu attendre l'arrivée de François Fillon pour que le rapport de force s'inverse, au profit de l'UMP. La tradition libérale est donc prégnante chez ses élus qui mêlent volontiers leurs voix à celles de la gauche sur les gros dossiers. Et ce, parce que l'agglomération est à gauche.

Nous pouvons donc avoir une identité de vue sur un certain nombre de sujets, même si des divergences subsistent, à l'échelle départementale. Exemple, parmi d'autres, les collèges qui

valent à la droite de se prononcer pour un partenariat public-privé, dans le cadre de la reconstruction de quatre établissements. Ceci vaut également pour l'éducation ou le déploiement de l'informatique pour lequel nous avons pris beaucoup de retard. Ces clivages se situent principalement dans la gestion des dossiers.

Dans la Sarthe, comme dans d'autres portions du territoire, le FN enregistre une véritable percée dans les territoires ruraux. Comment endiguer ce phénomène ?

Cette percée n'est pas nouvelle. Aux cantonales de 2011, je me suis retrouvé face à un candidat FN, au deuxième tour. Nous étions alors en mesure de prendre le département, avant d'échouer au second tour à deux cents voix près. La présence d'un adversaire frontiste était alors la conséquence de l'effondrement de la droite, mais le FN montait déjà en puissance dans les zones rurales. Les élections qui ont suivi n'ont fait que conforter ce constat, lié au sentiment de déclin d'une catégorie de la population. Ce ne sont pas tant les problèmes d'insécurité ou d'immigrations qui ont pesé dans la balance que la peur relayée par les médias et le sentiment d'abandon auquel je faisais référence à l'instant. C'est étonnant, mais c'est ainsi, d'autant que le FN n'est pas du tout organisé, localement.

Ce parti capitalise sur l'image de Marine Le Pen et de son candidat, Pascal Gannat, qui occupe, par ailleurs, le poste de secrétaire départemental du mouvement, dans la Sarthe. C'est un homme dangereux qui parvient, néanmoins, petit à petit, à mettre de l'ordre dans son parti, tout en tenant des propos particulièrement tendancieux. Récemment, il comparait ainsi l'homosexualité à une forme de zoophilie. N'empêche qu'il parvient peu à peu à bâtir des réseaux, tout en professionnalisant ses troupes.

Comment convaincre les Sarthois de voter pour le candidat socialiste ?

En régionalisant la campagne ! Notre bilan est

excellent. Le président sortant, Jacques Auxiette, est apprécié et reconnu. Il nous faut donc capitaliser sur son image, en rappelant aux électeurs que nous ne sommes pas sur une élection à enjeu national, mais local.

Fort de ce constat, nous faisons feu de tout bois, en communiquant sur les bonnes nouvelles : première baisse du chômage, hausse de la compétitivité, mesures incitatives en faveur du logement... Ce qui nous vaut de recourir à des éléments de langage, afin de convaincre les indécis que les politiques que nous menons commencent à porter leurs fruits. C'est le seul moyen de faire reculer le FN.

J'ai affronté deux fois ce parti, dans une élection. Dans un premier temps, j'ai recouru à des propos moralisateurs et pro-républicains. Résultat : la gauche n'a pas gagné la moindre voix entre les deux tours. En clair, l'électorat de droite ne s'est pas déplacé. Changement de cap, lors de la dernière cantonale, où nous nous sommes efforcés de ne pas culpabiliser la population, en dressant un tableau comparatif entre nos propositions et celles du candidat FN. Ce discours s'est révélé beaucoup plus efficace que le précédent. J'en conclus que seuls les résultats comptent ! Quant à la droite, elle s'est bien gardée de donner des consignes de vote...

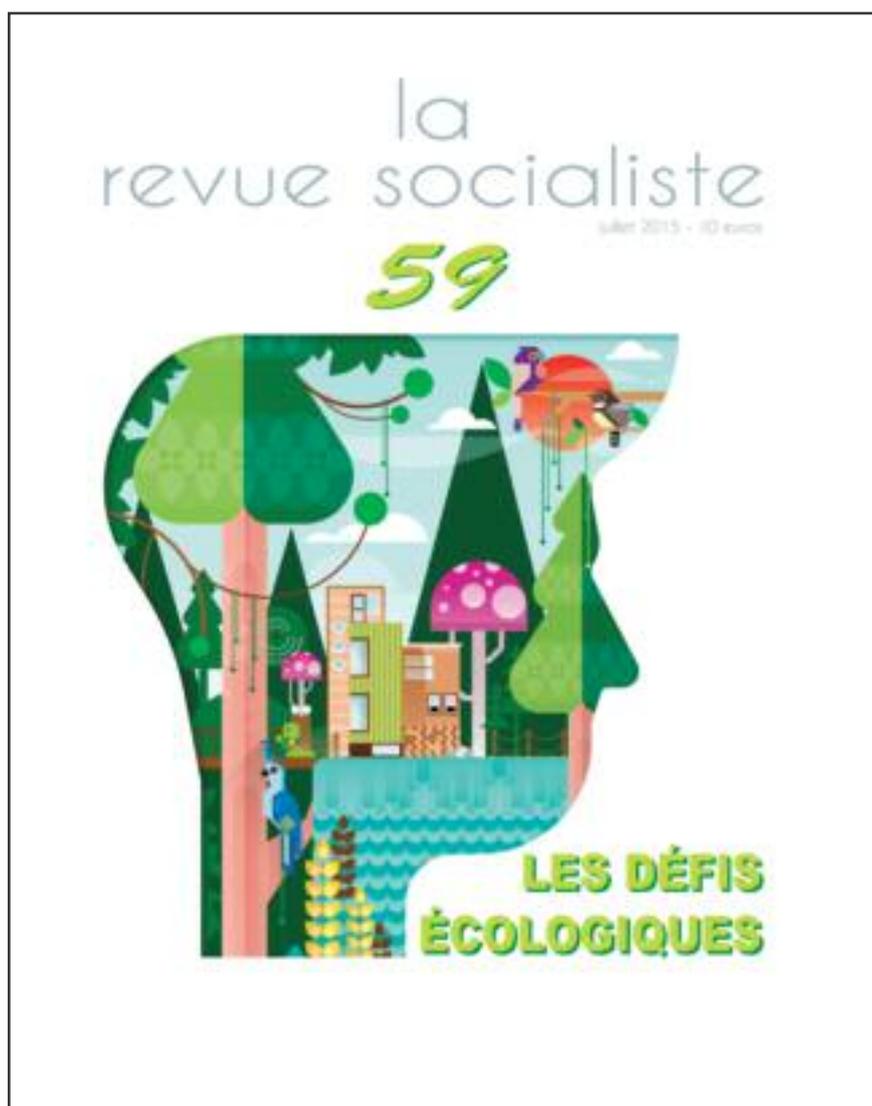
Quels éléments de riposte le Parti socialiste déploie-t-il face au candidat Républicain ?

Nous tapons sur la droite dure, en dépit d'une situation particulière, comme je l'expliquais tout à l'heure. Nous concentrons le tir, également, sur la pratique du cumul des mandats, en stigmatisant l'adversaire LR de Christophe Clergeau, Bruno Retailleau, et en rappelant qu'en cas de défaite, les subventions allouées aux quartiers disparaîtront. Nous faisons donc campagne sur le thème « Au secours, la droite revient ! », et ça fonctionne plutôt bien, auprès d'un électorat qui ne nous est pourtant pas acquis naturellement.

Propos recueillis par B.T.

La Revue Socialiste

Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial aux défis et problèmes auxquels se confronte la Conférence mondiale sur le climat, la COP 21, qui se réunira à Paris, fin novembre. À lire !



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :